

Statistique Canada produit deux ensembles de données sur les finances publiques; d'une part, des *chiffres estimatifs* établis d'après les budgets et les estimations financières des divers paliers de pouvoir et, d'autre part, des *données courantes* extraites des comptes publics vérifiés et publiés.

Les chiffres estimatifs sont moins détaillés, mais ils s'appliquent à l'année financière en cours et peuvent être obtenus de CANSIM (Système canadien d'information socio-économique), qui est la banque électronique de données ordinales de Statistique Canada. Parce qu'elles se présentent sous forme électronique, ces données peuvent être facilement révisées et mises à jour dès que les renseignements requis parviennent aux responsables du Système. Dans une année financière, qui s'étend du 1^{er} avril au 31 mars de l'année civile suivante pour les administrations fédérale, provinciales et territoriales, l'information courante devient disponible en juillet. Les données concernant les administrations locales sont rassemblées à l'égard de l'année civile d'après les budgets concernés et autres sources, et elles sont également diffusées au moyen du CANSIM. À partir de 1985-86, les informations disponibles comprendront des prévisions sur les recettes et dépenses des administrations fédérales, provinciales et territoriales de même que sur les recettes et dépenses des administrations locales, plus une consolidation des trois paliers.

Les données courantes sont extraites des comptes publics vérifiés des différentes administrations publiques et sont diffusées sous forme de bulletins imprimés. La préparation et les dates de parution de ces bulletins dépendent du moment où l'information contenue dans les comptes publics de chaque palier de pouvoir peut être obtenue.

Les deux ensembles de données dont il s'agit ici sont produits conformément au système statistique de gestion des finances publiques (SGF). C'est uniquement à l'aide de données basées sur le SGF que l'on peut établir des comparaisons précises entre les pouvoirs publics ou entre les différents niveaux d'administration publique. Le SGF sert aussi à calculer les paiements de péréquation et les chiffres servant d'assiette à d'autres ententes financières fédérales-provinciales.

Le *système statistique de gestion des finances publiques* (n° 68-507 au catalogue de Statistique Canada) indique les changements qui interviennent

dans les opérations des pouvoirs, de même que les changements qu'ont subis les présentations statistiques adoptées depuis la dernière mise à jour du système en 1972. Par exemple, un certain nombre de nouveaux impôts sont indiqués, notamment dans le domaine des ressources naturelles.

Le cadre conceptuel du SGF sert de base à l'établissement des informations statistiques nécessaires à la consultation annuelle qui a lieu entre les ministres fédéral et provinciaux des Finances au sujet de la coordination des politiques budgétaires.

Statistique Canada publie des données financières à l'égard des trois ordres de pouvoir public selon les concepts et les classifications du SGF depuis plus de 60 ans. On s'efforce présentement d'élargir la portée du système de gestion financière en vue d'y inclure différentes institutions non gouvernementales telles que les universités, les hôpitaux et les organismes culturels, qui forment une importante partie du secteur public.

Le présent Chapitre repose sur les données réelles déjà publiées. Les utilisateurs désireux d'obtenir plus d'informations courantes devraient faire en sorte d'avoir accès aux données du CANSIM.

22.1 Revue des recettes et dépenses

En 1981-82, le revenu général brut du gouvernement fédéral totalisait \$72.5 milliards et ses dépenses générales brutes atteignaient presque \$78.8 milliards, faisant ainsi apparaître un excédent de \$6.2 milliards des dépenses par rapport aux recettes, sur une base de gestion financière. Les tableaux 22.2 et 22.3 fournissent des récapitulatifs pour les années financières se terminant le 31 mars 1978 à 1982.

22.1.1 Recettes générales brutes

Les recettes générales brutes (tableau 22.2) ont augmenté de \$14.2 milliards (24.3 %) en 1981-82. La majeure partie (96 %) de cette augmentation peut être attribuée à une croissance du rendement des sources suivantes: taxes diverses, en hausse de \$5.5 milliards (200.6 %); impôts sur le revenu, en hausse de \$4.1 milliards (13.5 %); cotisations d'assurance-maladie et d'assurance sociale, en hausse de \$2.0 milliards (34.5 %); taxes à la consommation, en hausse de \$1.1 milliard (10.4 %); et revenus de placements, en hausse de \$858 millions (19.9 %).

Taxes diverses. L'augmentation du produit des taxes diverses était principalement due à la progression